

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE  
GÉOGRAPHIE

**Sujet :**

Enseigner « Le changement global et ses principaux effets géographiques régionaux »  
en classe de cinquième

**I. Éléments de présentation de la situation professionnelle**

- **Document A :** Extraits du programme de géographie du cycle 4, classe de 5<sup>ème</sup>, B.O. spécial n° 11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Eduscol.
- **Document B :** Manuel d'histoire-géographie, classe de 5<sup>ème</sup>, Nathalie Plaza (col.), Paris, Hachette, 2016, p. 296-297.
- **Document C :** Manuel d'histoire-géographie, classe de 5<sup>ème</sup>, Richard Cartigny et Caroline Fraysse (dir.), Paris, Bordas, 2016, p. 198-199.

**II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle**

- **Document D :** Étienne Cossart, « Le changement global : un champ scientifique fécond pour le géographe », *Géoconfluences*, publié le 16/10/2018. [En ligne]
- **Document E :** Editorial, « Les Etats pullisanimés face à l'urgence climatique », *Le Monde* du 17 décembre 2018.

**Document A** : Extraits du programme de géographie du cycle 4, classe de 5<sup>ème</sup>, B.O. spécial n° 11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Eduscol.

**Extraits du programme :**

Repères annuels de programmation	Démarches et contenus d'enseignement
<b>Thème 3</b> <b>Prévenir les risques, s'adapter au changement global</b> . Le changement global et ses principaux effets géographiques régionaux » . Prévenir les risques industriels et technologiques.	Ce thème doit permettre aux élèves d'aborder la question du changement global (changement climatique, urbanisation généralisée, déforestation...). Il permet d'appréhender quelques questions élémentaires liées à la vulnérabilité et à la résilience des sociétés face aux risques [...] liés à ce changement global. [...] Il est particulièrement adapté à la démarche prospective. Le sous-thème 1 est traité à partir d'une étude de cas simple, au choix du professeur, des effets potentiels d'un changement climatique et d'une politique locale, régionale, ou nationale pour les éviter, les modérer ou s'y adapter.

**Extraits de la fiche Eduscol**

Ce thème vise à faire prendre conscience du fait que les sociétés subissent aujourd'hui des impacts liés à leurs modes de développement et de vie et à l'urbanisation croissante. Avec le changement global, les risques qui affectent les territoires se combinent et les phénomènes deviennent plus complexes en raison des interactions entre les domaines climatique, démographique, économique, géopolitique et, bien sûr, les choix d'aménagements. **Le changement global** est un facteur majeur de la **vulnérabilité** des territoires et des sociétés et questionne **leur résilience** pour rendre les risques soutenable. Il impose des modalités de gestion, de **prévention et d'adaptation des territoires**. Si l'impact sur les territoires est local, le changement est global avec des interdépendances d'échelle planétaire.

[...] Ce terme recouvre, en les articulant, d'une part l'ensemble des **mutations socio-économiques globales** (croissance démographique, mobilités accrues, urbanisation, modification des usages des sols, des ressources...) et d'autre part **l'ensemble des bouleversements environnementaux planétaires** dont **le changement climatique n'est qu'une composante**. En effet, la notion de changement global étant diversement appropriée par les différents champs scientifiques, ce thème doit être l'occasion de bien spécifier l'approche géographique. Cette dernière intègre les mutations socio-économiques engendrées par la mondialisation et les modifications environnementales induites par les usages anthropiques. Elle s'attache aux impacts de ces changements sur les territoires, à **leurs adaptations, ainsi qu'aux logiques des acteurs, aux manières de penser des habitants**.

**Document D :** Étienne Cossart, « Le changement global : un champ scientifique fécond pour le géographe », *Géoconfluences*, publié le 16/10/2018. [En ligne]

Initialement pionnière, la géographie est désormais minoritaire dans le concert des sciences de l'environnement. Ce constat anime toute la communauté internationale des géographes physiciens et environnementalistes qui plongent dans l'histoire de notre discipline pour mieux plaider le maintien d'une approche géographique dans les débats actuels.

[...] l'objectif est de montrer les acquis issus de la réflexion de multiples géographes qui, depuis Jean Brunhes, ont éclairé les modalités d'organisation de l'interface qui existe entre la Nature et les sociétés. L'hypothèse que nous suivons ici est que ces acquis ont eu des fortunes diverses en fonction de l'évolution des paradigmes relatifs aux questions environnementales. En effet, le changement global, le développement durable, les *Anthropocene Studies*, sont trois exemples de ces paradigmes qui ne font pas que jouer sur les mots. Ces champs mobilisent des concepts distincts et des démarches aux angles d'attaque différents, induisant que le raisonnement géographique ne peut s'y déployer avec le même succès. [...] Alors que le développement durable constituait un cadre conceptuel d'influence croissante durant la décennie 1990, plusieurs géographes évitent consciencieusement ce terme et se réfèrent davantage à la notion de changement global. La notion de changement global, directement traduite de *global change*, n'est pas nouvelle : dès la décennie 1970, il s'agit de comprendre les interactions à court et long terme entre climat, biosphère, océan, Terre solide, et bien sûr les activités humaines. [...] cette notion est le socle d'un cadre conceptuel qui invite à considérer la Terre comme un tout, comme un système complexe qui met en interactions de multiples parties. À la différence du développement durable, ce cadre invite à explorer toutes les échelles, y compris intermédiaires, et à décomposer des systèmes en sous-systèmes. La mobilisation du terme de système paraît aujourd'hui banale, mais alors que les scientifiques découvraient les grilles d'analyse de la cybernétique, cette définition du changement global invite à ne pas séparer les activités humaines des autres composantes du système et, plus encore, à faire partie intégrante du système. Dès lors il ne s'agit pas de considérer les activités humaines comme un forçage extérieur au système, mais comme un agent à part entière pouvant, par le jeu d'interactions complexes variables dans le temps et dans l'espace, être aussi bien un moteur d'évolution environnementale qu'un gage d'homéostasie. Une telle démarche se cristallise actuellement dans le champ des *Anthropocene Studies*, dont l'une des vitrines est la revue *Anthropocene*, publiée par Elsevier.

Dans ce paradigme invitant à dépasser les relations Nature/sociétés binaires (pour simplifier, les sociétés transforment et exploitent la Nature, en retour la Nature impose des contraintes, notamment *via* des aléas naturels, sources de risques) et à les intégrer dans un même système spatial, le raisonnement géographique se déploie aisément et apporte des éclairages sur les dimensions spatiales et temporelles.

[...] Une telle approche invite alors à renouer avec les fondements mêmes de notre discipline à savoir lire les structures d'organisation de l'espace pour ensuite rechercher les processus qui ont fait émerger ces structures.

**Document E :** Editorial, « Les Etats pullisanimés face à l'urgence climatique », *Le Monde* du 17 décembre 2018.

L'alerte climatique ne cesse de retentir, mais les dirigeants ne l'entendent pas. Ou d'une seule oreille. Samedi 15 décembre, les 196 pays réunis lors de la conférence mondiale sur le climat (COP24), à Katowice, en Pologne, ont certes réussi à s'entendre sur les règles d'application de l'accord de Paris conclu fin 2015. C'était une étape nécessaire, sans laquelle il aurait été vain d'espérer mettre en œuvre en 2020 le premier traité international visant à limiter le réchauffement de la planète.

Mais les décisions de Katowice ne sont ni suffisantes ni satisfaisantes face à l'ampleur du défi : l'élévation des températures qui menace la présence de l'homme sur Terre. Les Etats, invités à accroître leurs efforts par une réduction drastique de leurs émissions de gaz à effet de serre, n'ont presque pas bougé à Katowice, hésitant entre immobilisme et régression, certains Etats pétroliers allant jusqu'à remettre en cause les enseignements de la science.

Nous savons pourtant qu'il y a urgence. Les experts du GIEC, dans leur rapport d'octobre, le disent sans équivoque. Si nous voulons éviter les conséquences désastreuses d'un monde à + 1,5 °C de réchauffement, nous devons diviser par deux nos émissions d'ici à 2030. Chaque dixième de degré et chaque année comptent.

#### **Aucun pays ne sera épargné**

Nous savons aussi que nous ne sommes pas sur la bonne trajectoire. D'après les calculs de l'ONU, les engagements pris par les Etats lors de la COP21 mènent à un réchauffement de 3,2 °C d'ici à la fin du siècle. Cela, à supposer que les promesses soient tenues, ce qui n'est pas le cas pour nombre de pays, la France y compris. Les émissions mondiales ont enregistré une hausse de 2,7 % cette année, tirées par une consommation accrue de charbon.

Nous savons enfin, ou commençons à percevoir qu'aucun pays ne sera épargné par le dérèglement du système climatique. Une étude publiée mi-novembre dans *Nature Climate Change* modélise les catastrophes extrêmes et simultanées (vagues de chaleur, inondations, montée des eaux, sécheresse, etc.) auxquelles sera soumise l'humanité d'ici à 2100 si les émissions de gaz à effet de serre ne cessent de croître. Les incendies qui ont affecté la Californie au cours de ce même mois et fait plus de 80 morts ont confirmé que ces prévisions ne relevaient pas de la science-fiction.

La société civile sait tout cela. Marches citoyennes pour le climat, plans d'action de collectivités locales, engagement de certaines entreprises à décarboner leurs activités... la mobilisation des acteurs non étatiques se fait à tous les niveaux. Jusqu'aux jeunes générations, qui mènent des « *grèves scolaires pour le climat* » dans un mouvement mondial lancé par une Suédoise de 15 ans, Greta Thunberg. Présente à la COP24, la jeune fille expliquait : « *A partir du moment où nos dirigeants, les médias et la société commenceront à traiter la crise climatique comme la crise qu'elle est vraiment, nous n'aurons plus besoin de conférences mondiales.* »

Ce temps, les dirigeants le dilapident. Il s'agit de cesser de repousser les décisions qui nous permettront d'éviter le pire. Avant 2020, le monde, et la France, qui se pose en gardienne de l'accord de Paris, doivent rehausser leurs engagements. Et les traduire dans leurs politiques nationales pour favoriser les énergies renouvelables au détriment des énergies fossiles, développer les mobilités durables, limiter le gaspillage, tout en aidant financièrement les moins aisés dans cette indispensable transition.

